L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Comté Second, de la Première et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 6 FEVRIER 1835.

POUR GOUVERNEUR:
A. B. ROMAN,
Représentant du 1er. District au Congrès
JOHN SLIDELL.

Extrait de la séance du Sénat du 5 février 1835.

"Résolu que le Sénat de l'Etat de la Louisiane, approuve les mesures générales de l'administration de l'ex-gouverneur A. B. Roman, et qu'il emporte avec lui, en quittant sa place, le souvenir des suffrages du Sénat."

"Résolu que le président du Sénat soit invité à envoyer une copie de cette résolution à M. Roman."

Extrait de la séance de la Chambre des Représentants du 3 février 1835.

"Résolu par la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane que l'administration du gouvernement de l'Etat, par l'ex-gouverneur A. B. Roman, a été marquée par la sagesse et la fermeté, et que par elle justement et infatigable pour le service public; que dans les fonctions des lois il a montré fidélité, et dans les grandes et importantes mesures qu'il a prises, il a fait preuve d'une intrépidité et un grand dévoué pour les vrais intérêts de l'Etat, et qu'il se retire avec une très grande approbation de cette Chambre pour se conduire officiellement, et avec leur estime et égard personnels."

Résolu que l'orateur de la Chambre remettra à l'ex-gouverneur Roman, copie de ces résolutions."

Nous sommes rendues aux écrivains qui soutiennent l'élection de M. H. Johnson! Ils ne pouvaient servir plus favorablement la cause de M. Roman qu'ils ne l'ont fait, en s'élevant avec si peu de mesure contre lui. En effet ces, les injures ne prouvent rien toujours l'indignation publique en fait justice et la meilleure garantie qu'un candidat tel que M. Roman puisse offrir de son succès, se trouve dans l'excès même de l'injustice dont on veut l'attaquer. Courage donc, Messieurs, plus fort, encore plus fort; et, si vous avez quelque chose à ajouter aux dénominations de *lâche*, *fous* aux qualifications de chef de démagogues; vous épargnerez d'autant la modestie d'un candidat dont les amis seuls devront parler, et qui s'appuie davantage sur la justice de ses compatriotes, que sur les louanges de ses amis. Si la seule recommandation de M. Roman pouvait être, comme l'assure le *Louisiana Advertiser*, dans sa qualité de Créole; il serait possible que la concurrence de M. Johnson lui fût nuisible; mais, à la vérité, ce titre ne sert pas à distinguer, lupi qu'au contraire on s'en passe honneur, il existe peut-être d'autres motifs de nous mettre en garde contre les *populards* de cet adversaire; et n'est pré-ci ne sera pas que ce dernier avant plusieurs concurrents, que les Villeré, les Marigny, et autres citoyens respectables, ne soit pas préférer H. Johnson, dont, au reste, la population n'est pas aussi redoutable que ses partisans paraissent le craindre.

En 1824, on attribuait beaucoup de lui son administration la fait connaître. Nous n'entrerons pas pour l'instant dans les mérites de l'administration de l'un ou de l'autre des deux candidats; nous aurons, en temps opportun, d'en comparer les actes; car, de ceux par les faits, et non par des injures, que nous chercherons à convaincre nos lecteurs.

Cependant, nous avouerons ingénûment que nous étions éloignés de penser qu'on pût faire, à H. Johnson, un titre de ses efforts pour empêcher la réélection du respectable M. Villeré; mais, puisqu'il paraît que de telles manœuvres doivent, à certains regards, militer en sa faveur, nous reconnaîtrons toute la ferveur qu'il a mises à empêcher la réélection de M. D. Bouligny comme sénateur au Congrès, nous rappellerons toutes ses démarches pour empêcher la nomination de M. Gayaré comme représentant de la Louisiane au Congrès. Assurément, la qualité de Louisianais n'était pas plus qu'aujourd'hui une recommandation envers H. Johnson! Mais, comme ce titre n'en est pas un d'exclusion aux yeux d'une nombreuse portion de la population, il est à propos de rappeler à ses partisans l'effet que dans le temps a produit sa singulière conduite; et il leur faut observer à quel point elle est offensante pour les Louisianais. Il n'est pas à supposer qu'on ait oublié de tels faits, et que la popularité de M. Johnson n'en soit accrue; nous considérons donc à ceux de nos amis qui lui veulent du bien, d'appuyer leurs recommandations sur d'autres mérites. Le peuple Louisianais, juste dans ses appréciations, n'élèvera pas à la première magistrature un sujet dont tout le mérite consisterait à être né sur le sol de la Louisiane; mais il appartient difficilement la pensée que, chaque fois qu'un Créole s'offrirait pour un emploi, H. Johnson se trouvât sur son chemin pour l'en écarter. Il est bon de rappeler de tels faits, et d'engager les électeurs à en prendre note; car, s'il est ridicule de vouloir faire occuper les hautes emplois par des Créoles *grand mêmé*, il est absurde, il est inique d'en évincer les contendans par cela même qu'ils sont nés Louisianais! A mérite égal, nul doute que la préférence ne dût être à ceux-ci; et nous n'aurons pas beaucoup à faire pour démontrer, à la face du pays, que sous le rapport de l'administration, M. Johnson ne saurait soutenir le parallèle avec son adversaire. L'*Industrie de La Fourche*, qui toutefois ne nous est pas prouvée, se charge, suivant le *Louisiana Advertiser*, sur des services tels, rendus à la Louisiane par H. Johnson son représentant au Congrès, qu'on *toute leur vie*, ces compétiteurs n'en auraient rendus autant! Nous avouerons ici notre insuffisance; et, soit que notre mémoire nous trahisse, soit qu'en effet M. Johnson ait été trop modeste; nous n'avons pas présente la série de ses éminens services; et, dans les discussions graves qui ont été soutenues au Congrès, son nom n'a pas retenti jusqu'à nous. Quoiqu'il en soit, nous avons attendu que la défense contînt des injures auxquelles notre candidat vient d'être en butte fut un peu calmé; et, si nous élevons la voix c'est moins pour les repousser, que pour mettre le peuple Louisianais un garde contre des insinuations erroné. Ce n'est pas sans objet que l'on cherche à éblouir les électeurs par l'éclat d'une prétendue renommée; mais ce n'est pas non plus d'un représentant au Congrès qu'il s'agit ici, c'est d'un gouverneur de la Louisiane; et, en supposant que H. Johnson eût à Washington rempli son mandat avec tout l'éclat que nous lui décernons nous-mêmes, nous, à objecter que ce n'est pas sur ce terrain que nous avons à le suivre, mais bien sur celui de son administration, dont nous nous réservons plus tard l'examen.

La goélette *Sarah-Ann*, arrivée hier au sud de Tampico, n'apporte aucune nouvelle de Mexique. Nous avons appris verbalement par l'un des passagers que l'argent était assez abondant. On avait appris à Mexico le retour à la Nouvelle-Orléans de M. Francisco Pizarro Martinez, ministre mexicain à Washington; comme nous l'avons déjà dit, le départ de M. Martinez ne doit être attribué qu'à la sévérité du climat de Washington.

Montant des espèces reçues hier, par la goélette *Sarah Ann*, capitaine Bontemps, arrivée en cinq jours de Tampico:

A. E. Firhman,	$2,200
A. Chateignier,	15,310
C. Chalaron,	1,450
Kohn, Daron & Co.,	9,675
Dennis,	20,950
Ancard & Co.,	113 25
J. A. Merle & Co.,	3,400
M. de Lizardi & Co.,	14,000
H. C. Cammack & Co.,	700
J. Crosby,	3,900
M. Talmot & Co.,	1,731
Schmidt & Werner,	9,903 75
W. Oakey & Co.,	991
F. Perrot,	1,955
Vernet,	1,400
Bourdin,	227 75
W. Scrimshire,	6,000
Frey & Co.,	7,500
Collet & Co.,	1,950
Stoll,	3,415
M. Lopez,	1,000
	$103,433 75

INCENDIE A NEW-YORK

Un incendie a été déclaré à New-York dans la nuit du 29 au 30 janvier, dans une écurie située sur le derrière de Sixth street. La flamme se communiqua à la maison de Fitch street No. 372, occupée par M. Lewy Wyterberg. Les progrès de l'incendie furent tels, que plus de vingt maisons ont été brûlées avant qu'on pût s'en rendre maître. Les pertes sont évaluées à environ 50,000 piastres.

Affaires des Banques de New-York et de Philadelphie.

Le comité envoyé par les banques de New-York à Philadelphie pour s'assurer des dispositions des directeurs des banques de cette dernière ville à répondre à toutes les paiements en espèces, est revenu à New-York le 27 du mois dernier, annonçant que la réponse avait été aussi bonne que possible. On pensait à Philadelphie qu'une reprise immédiate de paiements en espèces ne serait pas convenable en ce moment, pour aucunes des deux villes.

Dans le *London Globe*: On nous écrit de Liverpool que la banque d'Angleterre a donné ordre aux succursales de rejeter toutes les traites tournées par la Banque des Etats-Unis sur son agent. M. Jaudon ajoute qu'on a refusé de lui avoir son crédit compris. Si cela est vrai, il existe un peu de jalousie contre l'être de Jonathan, nous présente sans doute que M. Jaudon ferait par ses opérations exporter un grande quantité d'or.

Cependant, si les capitalistes anglais veulent prendre les valeurs américaines, on en importera en dépit de toute opposition de la part de la Banque, et aucun effort ne peut à jeter des obstacles dans les projets de M. Jaudon; elle verra plus d'une manœuvre pour la contourner ses vues vers ne genre d'opérations.

NOUVELLES.—Le brick *Cassiopé*, rapporte que dans la nuit du 27 décembre, durant un coup de vent il s'est échoué sur le banc de Santa-Cruz (Floride) le goélette *Sarah*, de Boston, capitaine Hall, a été jetée à la côte et entièrement perdue. L'équipage heureusement a été sauvé.

Ossota, célèbre chef indien, malade depuis quelque temps d'une affection à la gorge, est mort au Fort Moultrie, le 30 de janvier.

CANADA.

Les nouvelles que nous recevons du Canada, n'ont rien de bien intéressant.

Van Rensselaer de Navy Island, était à Syracuse.

Des bateaux de Brantford, rapporte Hamilton, assurent que les patriotes avaient réuni une force considérable dans les districts de Londres, à l'effet d'*enlever* le gaole de ce district, les prisonniers qui y sont détenus.

Des nouvelles de Kingston du 23 janvier, annoncent que la milice avait été licenciée et qu'à l'exception d'un voyageur, pas un ennemi armé ne traversait sur la frontière; il n'en est pas cependant de même du côté de l'Angleterre; tous leurs points accessibles sont parfaitement gardés. De temps semis à Schlosser a été rapporté qu'un soir les réfugiés, il n'est pas moins vrai de dire qu'il n'en est pas encore 800 d'exposer sous la frimas glacé. On s'aura si cette nouvelle se confirme.

Van Rensselaer et ses compagnons.

Un journal de New-York du 30 janvier, dit:

"Le soupçon où nous commençons à passer un peu de confiance dans les banques de Philadelphie et autres banques nouvellement établies, se confirme journellement par toutes les dépêches de Boston. Hier, les banques de Boston offrent que l'*American Bank* a suspendu ses paiements, alors que d'autres dont on ne fait pas mention dans cette, par suite de cette nouvelle, n'ne pourrait pas pendant les billets de Boston pour ce qu'ils aient reçu d'autres dernier. On place maintenant, une grande confiance dans les institutions de Massachusetts et de la Nouvelle-Angleterre.

"*Arrêtez du nord.*—Depuis quelques jours déjà ce qui précède, dit le journaliste, nous l'avons tenu de *Bon sens Mercantile Journal* de samedi soir, par lequel nous apprenons que ses rapports étaient exagérés."

Ce journal dit:

"Il est dit dans un avis des Banques Sociétaires que nous publions aujourd'hui, que le chemin de fer Lawrence *Bank* a cessé de faire partie de cette Association, et que ses billets ne sont plus reçus à la Banque de Suffolk. On a rapporté que les directeurs ont décidé de retirer les effigies de cette institution.

"L'*American Bank* a ce jour, reçus les paiements, en monnaie courante, de tous ses billets en dessous de cinq piastres.

"Nous apprenons que sur toute la somme des billets de l'*American Bank* qu'on dit être en circulation—$670,000—les banques associatives en ont en leur pour la somme de $130,000, ce qui ferait, lors de la totalité de la circulation, sans autre sécurité que celle que publie le public."

Le journaliste de New-York ajoute:

"Les banques de Commerce ont journel généralement d'un grand crédit à cause de la bonne administration de leurs institutions et de la circulation limitée de leurs billets. Les banques de Rhode Island paraissent également la confiance publique, par le fait bien connu que tous les directeurs et actionnaires sont personnellement responsables.

"Il y a sur place des billets de la trésorerie portant un intérêt de cinq pour cent, qui se vendent à un pour cent au-dessus du cours des billets de la ville de New-York, et à quatre pour cent au-dessus de ceux des espèces. Les anciens billets de la trésorerie se vendent au pair ou à 1/4 de prime.

"Le trésorier de la *Middlebury Internal Bank*, de Boston a publié le rapport suivant, à l'égard de ses affaires. Ils montant total de ses billets actuellement en circulation est de 868,126; pour répondre à cette somme elle a en valeur, $18,000 en argent et en agents qui sont déposés à 85000 dans la Banque de Suffolk, et des billets des autres banques pour la somme de 84200; en outre, est remarquer sont suffisantes pour répondre aux besoins du public et des actionnaires."

Extrait du *Louisiana Advertiser*.

"Un Votant Indépendant, publié dans l'Abeille d'anciennes du 5 du courant, recommandant aux amis de M. Roman de se tenir sur la qui vive, en ce qui la nomination d'un successeur au gouverneur, il pourrait être l'objet de l'assemblée des whigs de la nouvelle balle qui, soit whig ou démocrate, n'est pas bien appuyé par aucun parti. Des lettres de Boston dis